

## La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010

Jean-Salathiel Muntunutiwiwe

La période électorale est un moment politique plein de tensions sociales dues essentiellement aux enjeux politiques immédiats. En effet les élections « démocratiques » de cette année 2010 sont organisées en période de fin de transition et de difficile recouvrement de la paix. C'est pour cela que les acteurs politiques estiment que lesdites élections doivent consolider la paix et le développement au Burundi. Au-delà de cette préoccupation irénique se construisent souvent d'importants intérêts partisans, individuels et collectifs.

Dans cette perspective individualiste, les acteurs partisans mobilisent des tactiques et des stratégies politiques supposées produire de gains politiques immédiats. Dans le même sens, la « Société civile » mobilise les réseaux internes et externes dans le but de « *redresser les tords des gouvernants* ». En réalité « *l'économie politique de l'impatience* » impose les logiques de l'instrumentalisation des « jeunes adultes ». Parmi ces stratégies, il se trouve alors les usages politiques des jeunes, de la loi (interprétation et usage subjectifs de la loi ou plutôt la délinquance normative), la mobilisation partisane des ressources publiques, la torture et les assassinats, etc.

Les facteurs que nous venons de citer montrent que la mobilisation de jeunes poursuit des buts clairement précisés. Quels sont les types d'acteurs interagissant sur ce champ; quels sont les enjeux structurant les types de relations et d'interactions entre ces acteurs; ces enjeux de groupes ou d'individu n'influenceraient pas les logiques en cours dans cet espace politique très concurrentiel? Nous devons reconnaître que la peur des pouvoirs africains réside dans le fait que les élections ne se sont pas toujours déroulés comme ils le prévoyaient<sup>1</sup>. Telles sont les grandes questions qui vont structurer notre réflexion sur « *la mobilisation politique des jeunes à travers les élections démocratiques de 2010* ».

---

<sup>1</sup>Par exemple à partir du 1961 à 2005 (sauf en 1984), les élections organisées au Burundi, elles ont été gagnées par l'opposition. C'est pour cela que les élections sont des moments d'enjeux politiques importants pour tous les acteurs. D'après une certaine source, il y aurait au moins 71 façons de voler les élections préparées par le parti CNDD-FDD.

## I. Pour une analyse constructiviste de la mobilisation de jeunes au Burundi

### I.1. Définitions du concept « jeunes »

Le concept de « jeune » dans le contexte burundais pose le problème de son éclaircissement car il est polysémique. En effet, la réalité sociale burundaise ne nous permet pas d'élaborer une définition du concept de jeunes. Il dispose d'une double acception : juridique et sociologique. D'où son appréhension objective doit intégrer ces deux dimensions conceptuelles.

#### I.1.1. Définition juridique des « jeunes »

Différents codes, conventions et textes internationaux ne définissent pas celui qui est jeune mais celui qui ne l'est pas. En réalité, nous pouvons lire à travers ces textes qu'un jeune n'est ni un enfant ni un adulte. A ce titre, la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée le 20/11/1989 par l'Assemblée générale des Nations-Unies stipule en son article 1 : « *Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable* ». De plus, le décret-loi n°1/024 du 28 avril 1993 portant réforme du Code des Personnes et de la Famille du Burundi stipule en son article 337 : « *le mineur est la personne qui n'a pas encore atteint l'âge de vingt-et-un ans accomplis* ». L'implication civile est que l'individu reste civilement irresponsable des actes criminels commis. Par contre la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code pénal burundais dans son article 28 stipule : « *les mineurs de moins de 15 ans sont pénalement irresponsables. Les infractions commises par ces derniers ne donnent lieu qu'à des réparations civiles* ». Le législateur est préoccupé par l'identification de celui qui peut être poursuivi pour les crimes commis. D'où l'individu est défini par rapport à sa majorité ou par sa minorité<sup>2</sup>. Par voie de conséquence, le droit positif burundais considère que tout individu n'ayant pas encore atteint l'âge de la majorité, c'est-à-dire 21 ans est encore un enfant. Cette classe d'âge est alors irresponsable de ses actes parce qu'elle est encore sous l'autorité parentale.

---

<sup>2</sup> Le Code pénal du Burundi révisé prévoit en son article 29 ce qui suit : « *lorsque l'auteur ou le complice d'une infraction est un mineur de 15 ans révolus et moins de 18 ans au moment de l'infraction, les peines sont prononcées ainsi qu'il suit : 1° S'il devait encore encourir la peine de servitude pénale à perpétuité, il est condamné à une peine de cinq à dix ans de servitude pénale ; 2° S'il a encouru une condamnation à temps ou une peine d'amende, la peine pouvant être prononcées contre lui ne peuvent dépasser quatre ans* ».

Cette définition est *non-opérationnelle en l'état* au Burundi dans la mesure où des enfants de moins de dix-huit ans **ont été enrôlés de force ou utilisés à la fois par les acteurs étatiques et contestataires**. En effet, nous avons constaté et constatons aujourd'hui pour le cas du Burundi, du Rwanda et de la RDC que ces enfants faisaient ou font partie des effectifs des rébellions et des armées nationales. Les effectifs des démobilisés confirment cette idée. Comment pourrions-nous entendre le « jeune » ?

### I.1.2. Définition sociologique des « jeunes »

Cette dimension insiste sur les conditions sociales de la définition des « jeunes ». En effet, dans certaines sociétés comme celle burundaise, le jeune est défini par deux acceptions :

**D'abord, il y a un jeune célibataire.** Dans la société burundaise, tout individu âgé de plus de 18 ans qui n'est pas encore marié est considéré comme un « jeune adulte ». **Enfin, est jeune toute personne vivant sous le toit de son père :** tout individu qui n'a pas encore quitté le toit familial est considéré comme un « enfant adulte ». Dans le même sens, l'évolution sociale impose alors une nouvelle définition du jeune adaptée à notre thème de recherche. Ceci revient à nous demander pourquoi ces jeunes sont obligés de se construire une autre identité. Trois idées expliquent cette stratégie.

Premièrement, la dégradation des mécanismes d'insertion professionnelle des jeunes. Deuxièmement, la dilution des étapes qui mènent à la vie adulte : la scolarisation brouille les repères sociaux et les valeurs sociales : un jeune diplômé s'intègre facilement parce qu'il a acquis un « *outil de valorisation sociale* ». Troisièmement, la prolongation de la scolarisation d'une fraction importante de jeunes retarde la période d'autonomisation ; d'où l'on ne peut plus parler d'enfant ou de jeune pour une personne âgée de plus de 30 ans, etc. Car les définitions juridique et sociologique se croisent dès qu'elles affirment : « *comme l'enfant (ou le « jeune ») est celui qui venant au monde, dans une condition de dépendance et de relative incapacité doit être équipé des capacités requises pour les épreuves par lesquelles des adultes font face dans la société, par quoi il pourra être déclaré et se déclarer 'du monde et pour le monde', il se trouve alors que l'attention s'ordonne à la considération d'un devenir* »<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> PUGEAULT-CICHELLI C. et alii, *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, PUF, 2004, p.160

### I.1.3. Conclusion

Le concept de jeunes ne doit pas être appliqué tel que sur le contexte sociopolitique burundais. C'est pour cela que nous forgeons celui de « jeunes- adultes » restituant plus ou moins la situation sociopolitique burundaise. Elle tient compte non seulement des jeunes scolarisés n'ayant pas encore quitté le toit familial et connaissant des difficultés d'insertion professionnelle<sup>4</sup> mais aussi des jeunes non scolarisés et non mariés. Ce concept ne tient pas compte de l'âge mais de l'intervalle d'âge.

Dans cette logique, *le jeune n'existe pas en soi*, il se construit au quotidien par un travail de socialisation et des stratégies de survie sociale et politique: *l'identité « jeunes » devient alors fluide et à géométries variables*. Le jeune est alors tout individu âgé de plus de 18 ans et n'ayant pas plus de 45 ans qui a intériorisé les idéologies politiques des jeunes. A ce titre, la Charte africaine de la jeunesse définit le jeune comme tout individu âgé de 15 à 35 ans. Dans la même perspective, le CNDD-FDD considère comme jeune, toute personne ayant un âge compris entre 18 et 35 ans. Ainsi les adultes ayant besoin de défendre leurs intérêts construisent ce groupe afin de se positionner sur le champ politique en déséquilibre dynamique. D'où des hommes et des femmes mariés se qualifient-ils de jeunes : les présidents Pierre Nkurunziza<sup>5</sup> et Sylvestre Ntibantunganya se sont présentés comme étant des jeunes.

Par conséquent, ces différentes catégories de jeunes doivent s'analyser comme une production d'acteurs déchiffrée à travers le contexte sociopolitique spécifique, c'est-à-dire le « *bibelot politique de l'époque* »<sup>6</sup>. En effet, ce sont ces contextes qui leur donnent un ou des sens politiques. C'est pour cela que les comportements des jeunes ne sont pas toujours pulsionnels, incontrôlés, mais des actes volontaires prémédités, réfléchis, appliqués consciemment à une victime cible<sup>7</sup>, c'est-à-dire les jeunes et les adultes des partis adversaires.

---

<sup>4</sup> Idem p.13

<sup>5</sup> Lorsque le président Nkurunziza rentre d'Italie, il affirme devant les journalistes qu'il est lui-même membre de la Ligue des jeunes « Imbonerakure » du CNDD-FDD. Et de ce fait, elle n'a rien de mal ; par contre il demande aux autres partis politiques d'avoir des jeunes forts et en bonne santé pour développer le pays.

<sup>6</sup> VEYNE P., « Foucault révolutionne l'histoire », *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 389

<sup>7</sup> VIDAL-NAQUET P., *La torture dans la République*, Paris, Minuit, 1972, p.15 et TERNISIEN M. et BARCY D., *La torture. La nouvelle inquisition*, Paris, Fayard, 1980

## I.2. Un bref retour sur l'approche de la mobilisation des ressources

Pour atteindre leurs objectifs, les hommes politiques burundais doivent disposer des ressources. Et les jeunes sont alors une ressource mobilisable par ces hommes politiques.

### I.2.1. La mobilisation des jeunes

Jean-Patrick Lacam définit les ressources politiques comme « *tout moyen à la disposition d'un entrepreneur politique dont l'activation, en faisant reculer la frontière de ses contraintes, élargit son champ des possibles, c'est-à-dire son autonomie initiale et facilite le développement de ses stratégies* »<sup>8</sup>. La mobilisation des ressources politiques augmente objectivement l'influence de l'adversaire en vue d'accumuler des gains politiques.

Pour Robert Dahl « *les ressources politiques comprennent donc l'argent, l'information, la distribution de nourriture, la menace de la force physique, les emplois, l'amitié, le rang social, le droit de légiférer, les votes et toute une variété d'autres phénomènes* »<sup>9</sup>. Nous pouvons ajouter dans cette catégorie les conjonctures politiques favorables, les affinités identitaires, les réseaux de dons, les mobilisations festives<sup>10</sup> de toute sorte, l'usage du monopole des appareils répressifs d'Etat<sup>11</sup>, la jeunesse, etc.

L'approche de la mobilisation de ressources considère alors les « *jeunes-adultes* » comme des instruments au service du parti, c'est-à-dire que les « *jeunes-adultes* » sont transformés en des exécutants de « *sales/bonnes actions politiques* » construites et téléguidées par les différents acteurs<sup>12</sup>. Ainsi, ces « *jeunes adultes* » mobilisent-ils de leur côté les ressources

<sup>8</sup>LACAM J-P, « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue Française de Science politique*, Vol.38, n°1, 1988, p.27

<sup>9</sup>DAHL R., *L'analyse politique contemporaine*, Paris, Robert Laffont, 1973 cité par LACAM J.P., « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue Française de Science politique*, Vol.38, n°1, 1988, p.27

<sup>10</sup>MARTIN D.C, « Fêtes politiques » in *Revue Française de Science politique*, Vol. 45, n°6, 1995, p.1039. Il faut remarquer que l'instrumentalisation des fêtes comme ressource politique ne date pas du début du XXème siècle. L'historien Paul VEYNE fut le premier à nous montrer que les fêtes jouaient un grand rôle en politique dans son excellent ouvrage sur *Le pain et le cirque*. Après lui beaucoup d'auteurs se sont intéressés à ce sujet captivant. L'on peut mentionner, Alain CORBIN, Noëlle GEROME, Danielle TARTAKOWISKI, *Les usages politiques des fêtes aux 19è-20è siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994 ; Jacques HEERS, *Fêtes des fous et des carnivals*, Paris, Fayard, 1983 et RIVIERE Cl., *Les liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988

<sup>11</sup>COMPAGNON D., *Ressources politiques, Régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie : le régime Siyyad Barré (1969-1991)*, Thèse, Pau, UPPA, 1995, pp328-341

<sup>12</sup> La presse locale, la société civile, les partis politiques ont commencé à parler de l'existence de ces groupes de jeunes adultes lorsque ces derniers faisaient le sport matinal ou du soir avec des armes artificielles et les chansons guerrières et violentes. Le processus de manipulation des jeunes a été bien étudié par Françoise SIRONI dans son article « la fabrication des bourreaux ».

normatives, coercitives mais aussi rétributives. En même temps, ils subissent un travail de manipulation et d'idéologisation permettant la compréhension, l'intériorisation et la mise en pratique des ordres reçus de leurs supérieurs. C'est pour cela que la mobilisation des ressources coercitives devient presque normale dans la mesure où les différentes idéologies partisans normalisent ces usages. L'idéologie présente généralement les traits suivants: *“c'est un discours simplificateur. Il prétend tout expliquer à partir de quelques grands principes, mais ne retient que les faits qui l'arrangent et écarte tous ceux qui viennent contredire sa représentation du monde. C'est aussi un discours manichéen qui divise le monde : les bons et les méchants, ceux qui sont favorables au progrès et ceux qui ne veulent rien changer. De manière plus générale, c'est un discours qui réclame une adhésion totale et se montre intolérant vis-à-vis de ceux qui ne partagent pas les mêmes vues. C'est enfin un discours dissimulateur. D'abord, parce qu'il se donne pour autre que ce qu'il est : le prétend parler au nom de la science, de la morale, de la vérité, ... »*<sup>13</sup>. En d'autres mots certains acteurs, en tolérant implicitement les actes violents permettent in fine le recours à cette violence. Ainsi, *« une socialisation fortement répressive familiarise très tôt les enfants avec la violence ; ils la subissent et, à leur tour ; ils auront tendance à la mettre en oeuvre »*<sup>14</sup>. C'est le cas de la plupart de ces jeunes d'anciens combattants des mouvements rebelles. De plus, du fait d'une *« étroite proximité idéologique »*, la violence s'intériorise facilement parce que son usage *« a permis d'obtenir des résultats jugés avantageux ; elle s'installe comme référence dans l'univers mental »*<sup>15</sup>.

La logique de la mobilisation des ressources dépend de la nature et de la dynamique des situations. Dans la situation qui nous intéresse, le problème à résoudre est en réalité double : d'une part celui de la conservation du pouvoir par les acteurs du Cnnd-Fdd et ses soutiens politiques et, d'autre part, celui de la conquête de ce même pouvoir par les partis dits d'opposition comme les MSD (Mouvement pour la Solidarité et le Développement), le FRODEBU, le FNL, etc. C'est pourquoi, pour les élites gouvernementales, la stratégie de la terreur et de la répression peut-être comprise comme *« un instrument de pouvoir instauré par le gouvernement révolutionnaire récemment mis en place. Son but était de consolider le pouvoir nouvellement établi en intimidant les contre-révolutionnaires, les factieux et tous les opposants que le nouveau régime*

---

<sup>13</sup>SHIVELY W.P et VENNE J-Pascal, *Pouvoir et décision, introduction à la Science politique*, 2<sup>ème</sup> édition, McGraw-Hill, 2003, p.43

<sup>14</sup> BRAUD Phil., *Violences politiques, op.cit.*, p.131

<sup>15</sup> Ibidem

considérerait comme des 'ennemis du peuple'»<sup>16</sup>. Cette façon de faire et de comprendre la politique a certainement des faiblesses et des lacunes.

## I.2.2 Les forces et limites de la mobilisation des ressources

La **force** est que la mobilisation de ces « jeunes adultes » est une *ressource normale*. Pour paraphraser Jean Jacques Rousseau, nous dirons que « *l'on ne naît pas violent mais on le devient par l'action humaine* ». Elle est stratégique dans ce sens que les acteurs sont motivés seulement par la conquête/l'obtention des biens politiques escomptés. Elle prouve que la jeunesse n'est pas toujours le produit d'acteurs politiques émotionnels et frustrés. En effet, elle refuse « *l'attitude systématique qui rejette d'office la violence dans le non-sens, l'absurde, ou la pure réactivité psychologique, voire, à la limite, naturalisée* »<sup>17</sup>. Elle montre qu'elle résulte d'un calcul froid des acteurs décidant d'utiliser telle ou telle ressource disponible dans telles ou telles situations. Poursuivant sur la même lancée, D. Jonah Goldhagen écrit : « *pour que des gens veuillent en tuer d'autres, il faut qu'ils soient mus par un appétit cynique de richesses ou de pouvoir, ou qu'ils soient prisonniers d'une idéologie puissante, laquelle est si évidemment fausse que seuls quelques individus dérangés peuvent réellement succomber à ses poisons(en dehors de ceux qui l'exploitent cyniquement à des fins de pouvoir)* »<sup>18</sup>. Parallèlement, la stratégie de politisation tous azimuts de certains jeunes confirment que chaque camp politique (CNDD-FDD et allié/Opposition) mobilise les jeunes à des fins politiques particularistes.

Par contre, cette approche de la mobilisation des ressources est **limitée** par le fait qu'elle présuppose que les acteurs sont absolument rationnels. En réalité, elle affirme que les choix réalisés sont toujours objectifs, satisfaisants. Or, ces acteurs gouvernementaux et d'opposition burundais ne sont pas absolument rationnels car ils ne maîtrisent pas toutes les influences entourant leurs actions. En effet, le fait qu'elle soit souvent non-maîtrisable, c'est-à-dire incontrôlable par ces mêmes acteurs, signifie qu'elle doit s'analyser dans son contexte conjoncturel. Ainsi, « *la violence instrumentale, même la mieux contrôlée, ne se réduit jamais complètement à l'image de calculs permettant à l'acteur de réaliser méthodiquement l'adéquation entre la fin et les moyens* »<sup>19</sup>.

<sup>16</sup> HOFFMAN B., *La mécanique terroriste*, trad., Paris, Nouveaux Horizons, 1999, p.18

<sup>17</sup> WIEVIORKA M., *La violence*, op.cit., p.117 et BRAUD Ph., *Violences politiques*, op.cit., p.131

<sup>18</sup> GOLDHAGEN D.J., *Les bourreaux volontaires d'Hitler*, op.cit., p.28

<sup>19</sup> WIEVIORKA M., *La violence*, op.cit., p.211

Enfin, la plus grande faiblesse est que ces jeunes sont souvent « *incontrôlables* ». Difficile est le contrôle de ces jeunes parce qu'ils parviennent à se défaire de l'étau partisan et agir de manière indépendante. Pour le pouvoir du CNDD-FDD, cette stratégie de disciplinarisation vise à conserver ce pouvoir convoité par une quarantaine de partis. Ainsi, par la logique de la réciprocité, la construction sociale de la colère par la rhétorique de la haine permet « *à la colère d'investir les discours et de conquérir l'espace-temps* »<sup>20</sup> et surtout de fabriquer des agents manipulables de la violence. D'autre part, ces mêmes « agents » agissent parce qu'ils y trouvent souvent la satisfaction de leurs intérêts. Dans ce cas les actions des jeunes répondent à leurs attentes, et c'est pourquoi, ils peuvent exécuter ou pas les décisions des aînés politiques. Ainsi nous affirmons que les jeunes ne sont pas du tout des « *idiots culturels* ». Ils accomplissent des actions stratégiques chaque fois que les situations le permettent : « *en échange de ces soins, les courtisans reconnaissants payent le monarque en complaisances, en assiduités, en flatteries, en bassesses, et le talent de troquer contre des grâces ces importantes marchandises est celui qui sans doute est le plus utile à la cour* »<sup>21</sup>. L'histoire du Burundi se caractérise par des manipulations de jeunes. D'où, il est juste de parler du passé qui ne passe pas.

## **II. La longue histoire de la mobilisation de jeunes ou le retour sur un passé qui ne passe pas**

L'histoire politique du Burundi montre que l'instrumentalisation des jeunes date dès la période de la décolonisation. Les crises politiques postcoloniales ont été réalisées grâce au concours de la jeunesse. Elle a été utilisée par tous les acteurs hutu et tutsi. Les crises politiques de 1972 et 1993 ont innové en la matière car elles ont mis sur pied des mouvements armés composés essentiellement de jeunes. A titre d'exemple, en 1965, la « jeunesse Mirerekano » fut créée afin de barrer en massacrant les citoyens tutsi des zones de Bugarama et de Busangana<sup>22</sup>. Dans le même sens, en 1972, les réfugiés hutu burundais en Tanzanie ont attaqué le Burundi par le biais de mouvements rebelles formés de jeunes burundais et congolais. Dans la même logique, les acteurs étatiques

<sup>20</sup> GLUCKSMANN A., *Le discours de la haine, op.cit.*, p.47

<sup>21</sup> De VILLIPEN D., *De l'esprit de cour. La malédiction française*, Paris, Perrin, 2010, pp54-55

<sup>22</sup> NGAYIMPENDA E., *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Editions de la Renaissance, 2004 et J.P. CHRETIEN et J.F. DUPAQUIER, *Burundi 1972 au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007

identifiés aux Tutsi ont instrumentalisé la JRR (Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore) pour éliminer les élites hutu et tutsi contestataires.

L'année 1993 atteint le sommet de la mobilisation de jeunes car elle correspond à la radicalisation ethnique du champ politique. Cette période voit naître des mouvements armés composés majoritairement de jeunes hutu non scolarisés et déscolarisés. Les organisations rebelles comme le CNDD-FDD (Conseil National de Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie), le PALIPEHUTU-FNL (Parti pour la Libération du Peuple Hutu-Forces Nationales de Libération) et le FROLINA (Front de Libération national) et PA Amasekanya, les « *Sans-échecs* », les Chicago Bulls, les « *Sans défaite* » voient le jour<sup>23</sup>. Les premiers mouvements politiques hutu sont nés pour contester les régimes dits « tutsi » ayant dirigé le Burundi depuis 1966. Nous devons savoir que les groupes de jeunes à majorité tutsi étaient d'abord des groupes « *déviant*s » contestant la gestion oppressante de l'autorité parentale. Avec l'éclatement de la crise de 1993 et comme ils étaient déjà organisés et socialisés à la violence, ils furent utilisés par les acteurs politiques tutsi comme des « *outils de la protection identitaire* ». La caractéristique commune aux deux types de jeunes est d'avoir été des instruments d'application des stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir. En réalité, la mobilisation de l'identité jeune poursuit aujourd'hui la conquête et la conservation des postes politiques.

Actuellement, les acteurs politiques ont créé ou plutôt transformé les anciens noms en réinventant de nouvelles significations. Les « jeunes-adultes » constituent des outils politiques de production de la peur et d'imposition de ces « *nouvelles significations* ». Car, le régime politique du CNDD-FDD est d'abord motivé par l'idéologie de construction d'« *un système d'encadrement général de la population* »<sup>24</sup> à la rwandaise. En effet, ils se composent de jeunes, militants des partis politiques comme les « *Imbonerakure* », ceux qui voient de loin », les *MJP-Ivyuma vy'indege* (Mouvements des Jeunes Patriotes hutu affiliés au parti FNL (Forces Nationales de Libération anciennement appelé PALIPEHUTU-FNL) et les *JPD-Intakangwa* (Jeunes Patriotes Démocratiques) du FRODEBU et les jeunes *Imurikizi* ( pour l'UPD-Zigamibanga).

---

<sup>23</sup> NSABIMANA Daniel, *Les organisations politiques des jeunes face aux jeux et enjeux du pouvoir central en Mairie de Bujumbura*, mémoire, Bujumbura, 2003; KINYAMWANIRA Gaspard, *Etude de l'incidence des films de violence sur le comportement des jeunes de la Ville de Bujumbura*, mémoire, 1997 et HABIMANA Alain, *L'instrumentalisation de la jeunesse dans le conflit burundais: cas des zones Ngagara et Kamenge de 1992-2000*, mémoire, Bujumbura, 2007

<sup>24</sup> SEMELIN J., *Purifier et détruire. Les usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005, p.95

Deux remarques importantes ressortent après l'analyse des noms donnés à ces jeunes. Une **signification pacifique et politique**. Ils se présentent tous comme des flambeaux pour « la Justice, la Paix et le Développement » pour le CNDD-FDD ; des Jeunes vaillants et vigilants pour le FRODEBU et enfin les durs comme les fers d'avion. Ces noms apparemment anodins obtiennent des significations politiques à cause des circonstances : *ce sont les circonstances qui les rendent possibles*. Car les élections sont des moments d'effervescence sociale où l'émotion s'exprime plus que la raison.

### III. Jeunes comme ressource politique au Burundi

La dimension stratégique des mobilisations de « jeunes adultes » laisse entrevoir un processus dans lequel intervient la médiation des calculs de gains politiques escomptés de la part des acteurs politiques<sup>25</sup>.

#### III.1 La visibilité politique locale par le sport

La manipulation de ces jeunes poursuit deux types de mobilisations : la *mobilisation instrumentale* et la *mobilisation démonstrative*. Ainsi le recours au sport matinal vise l'affirmation d'une « *identité politique spécifique* » dans l'espace public, en tant que groupe distinct, affichant dès lors des valeurs particulières. En d'autres termes, ces mobilisations visent à « *dire qui l'on est* » et, surtout à expliquer « *ce que l'on veut* ». Le sport matinal réveille les gens et les pousse à se poser des questions sur l'identité de ces « *sportifs d'un autre genre* » formés de jeunes et d'adultes et habillés de manière bizarre. Cette activité sportive sépare les uns et les autres, c'est-à-dire les « nous » et les « eux ». Elle exclue alors les gens qui n'appartiennent pas à tel ou tel autre parti. Par ailleurs, elle soude les membres de certains partis au niveau local par le processus de séduction d'autres jeunes suivant et finalement agrandissant les rangs du parti. Cette activité sportive est renforcée par **les chansons d'endoctrinement** entonnées par ces sportifs occasionnels et surtout d'un autre genre. Cette socialisation politique par la chanson réveille souvent les « *démons de la violence et de la haine* » qui sommeillent en chacun des Burundais.

---

<sup>25</sup>NSABIMANA D., *Les organisations politiques des jeunes face aux jeux et enjeux du pouvoir central en Mairie de Bujumbura*, mémoire, FLSH, Bujumbura, 2003 ; KINYAMWANI RA G., *Etude de l'incidence des films de violence sur le comportement des jeunes de la ville de Bujumbura*, mémoire, Psychologie, FPSE, 1997 et HABIMANA A., *L'instrumentalisation de la jeunesse dans le conflit burundais : cas des zones Ngagara et Kamenge de 1992-2000*, mémoire, FLSH, 2007

Dans un deuxième temps, la « jeunesse » burundaise est considérée par tous les hommes politiques comme un *stock de voix, c'est-à-dire des électeurs potentiels*. D'abord, ils forment effectivement la tranche de la population la plus élevée au Burundi. Les effectifs de « jeunes adultes » montrent qu'ils constituent la moitié de la population nationale. Concrètement, en tenant compte des estimations effectuées par l'ISTEEBU en 2003, les statistiques des « jeunes-adultes » se présentent comme suit<sup>26</sup> :

Groupes d'âges	Effectifs absolus	
	Hommes	Femmes
15-19	322478	332532
20-24	273476	306705
25-29	261576	285562
30-34	233484	248768
35-39	174123	179195
40-44	114279	129367
45-49	86644	101772
Total	1466060	1583901/ Tot :3049961

Ce tableau nous montre que les jeunes-adultes forment plus de 3049961. Ils sont relativement importants et, c'est pour cela que leur maîtrise et leur contrôle influencerait le processus de vote. Autrement dit, le parti politique qui parviendrait à séduire ces « jeunes-adultes » aurait plus de chance de gagner les élections ; celui qui contrôle *la jeunesse contrôle les voies de la victoire*.

### III.2. Une catégorie manipulable facilement

En effet, les jeunes sont très dynamiques et influençables. Comme le suggère Jacques Sémelin, « à cette période de la vie, l'être humain est à la fois malléable psychologiquement et vigoureux physiquement. Il est volontiers idéaliste, à la recherche des repères que peut lui procurer une autorité qui sait le prendre en main. Il entend aussi se fondre dans son groupe d'âge pour faire comme les autres ». Par conséquent, ils deviennent des canaux de diffusion des idéologies partisans. Corollairement, ils sont facilement recrutés

<sup>26</sup> Ces statistiques ne sont pas actuelles. Elles sont les estimations effectuées en 2003 par l'ISTEEBU. Nous n'avons pas utilisé les nouvelles statistiques issues du recensement de 2008 parce qu'elles ne sont pas encore publiées.

compte tenu de leurs situations quotidiennes. Pour les chômeurs, cette activité devient une occasion d'engranger quelques dividendes, c'est-à-dire obtenir les gains de la participation politique non-conventionnelle. Par exemple, les chefs des « *Imbonerakure* » sont payés à la fin du mois et certains disposent d'autres avantages comme des véhicules de fonction. D'après les informations recueillies sur terrain, ces agents de propagande sont pris comme des outils de marquage du pouvoir sur les corps des citoyens<sup>27</sup>.

En outre, ces jeunes constituent une **force malléable** en cas de besoin. C'est pour cela que l'activité socialisatrice par le sport doit participer à entretenir, endurcir le corps pour « *en cas de besoin servir la Nation* », c'est-à-dire « *défendre le Burundi en cas d'attaques extérieures* »<sup>28</sup>. L'idéologisation de ces jeunes dissimule les objectifs réels de l'activité politique préélectorale : celle de se construire un espace d'adhésion et de contrôle des voix. En réalité, cette activité de défense de la Nation est dévolue constitutionnellement aux Forces de Défense nationale (art.242 de la Constitution) stipule que « *le maintien de la sécurité nationale et celui de la défense nationale sont soumis à l'autorité du Gouvernement et au contrôle du Parlement* ». L'immixtion des jeunes dans cette activité sensible est incompréhensible. C'est pourquoi, nous devons essayer d'interpréter ce message autrement. Il s'agit plutôt d'interroger cette « *économie des pratiques politiques* » visant à inscrire ces partis dans le champ politique des luttes concurrentielles légitimes pour l'accès à l'Etat comme « *processus d'accumulation et de concentration de différentes espèces de capital notamment le capital de force physique, policière, juvénile, etc. Ainsi les jeunes deviennent un capital investi dans le champ afin d'accumuler des soutiens. Ils sont utilisés pour assurer une appropriation du capital réputationnel du parti, la visibilité partisane* »<sup>29</sup>. Dans ce cadre les organisations de jeunesse constituent le principal vivier dans lequel les pouvoirs prélèvent ceux qui vont devenir leurs serviteurs dévoués<sup>30</sup> (cfr les associations sportives comme lieu de recrutement des agents de la violence au Rwanda et en ex-Yougoslavie).

Pour les deux types d'acteurs (acteurs d'opposition et les acteurs gouvernementaux), les chances de gagner les élections sont de procéder à **une socialisation politique des jeunes délégitimant les gouvernants**. A côté de ces groupes, se trouve une autre catégorie de jeunes

<sup>27</sup> FOUCAULT M., *Surveiller et Punir*, Paris, Gallimard, 1975

<sup>28</sup> NSABIMANA E. et BARARUFISE B., interrogés le 12 mars 2010 à Bujumbura

<sup>29</sup> SINDJOUN L., *op.cit.*, p.

<sup>30</sup> SEMELIN J., *Purifier et détruire*, *op.cit.*,

appartenant aux Eglises chrétiennes (catholique et protestante) qui subissent un travail diffus de bourrage de cerveau visant l'acquisition de « bonnes » mœurs démocratiques : la tolérance, la promotion de la paix, le dépassement des logiques ethniques et régionalistes, etc. Ce travail est effectué par les prêtres, les Evêques et pasteurs agissant respectivement au nom des Eglises catholique (Conseil Episcopal Justice et Paix chargé de l'éducation électorale des Chrétiens) et protestante (éclatée). Ces jeunes socialisés font partie des mouvements d'action catholique ayant une assise nationale notamment « le CHIRO », « GEN » (Génération Nouvelle), « SCOUT », etc). In fine, le but fondamental de cette activité est d'inculquer des habitus de vote désenchantés, c'est-à-dire ne pas « voter » l'ethnie et la région mais « *l'homme politique intègre* »<sup>31</sup> produit par ce travail de socialisation politique. Et tenant compte de l'autorité morale et sociale de ces hommes d'église, ces jeunes intériorisent alors ces nouvelles manières et pratiques sociales opposées à celles du parti CNDD-FDD. Pourquoi alors ces jeunes sont-ils utilisés dans le champ politique ?

## **II.2. Les « jeunes » comme producteurs de la peur et de la terreur à des fins politiques**

Nous devons d'abord nous souvenir que les élections de 2005 ont été organisées quand les armes n'étaient pas encore rendues par la population. Au même moment, les mouvements armés signataires ou non des accords de cessez-le feu n'avaient pas encore « remis » leurs armes. Par exemple, exister et se faire écouter, le PALIPEHUTU-FNL continuait les combats contre le gouvernement de transition dans son bastion de Bujumbura rural. C'est pourquoi, la peur est devenue une variable fondamentale ayant influencé le vote, c'est-à-dire la peur du lendemain a poussé les populations à voter pour « *la paix des cimetières (imposée)* ». En décidant de diriger la majorité des suffrages vers le CNDD-FDD, les électeurs burundais ont manifesté in fine leur volonté de rejeter la guerre.

---

<sup>31</sup>Cette position est subjective dans la mesure où « l'homme intègre » est une production sociale à partir des représentations politiques dominantes : qui est homme intègre ?, quels sont les critères de sa définition ? Qui le définit ?, etc. Là aussi se cachent des logiques de situation encadrées par la recherche des intérêts de groupe. L'homme intègre est en réalité introuvable en l'état ; il se construit.

### III.2. 1. La constitution des soutiens politiques par le terrorisme

Le but du terrorisme est de produire des effets politiques : « *le terrorisme est spécifiquement destiné à produire des effets psychologiques qui touchent un cercle plus large là où les victimes immédiates sont l'objet direct de l'attentat* »<sup>32</sup>. C'est pour cela que la violence terroriste est par essence politique : « *le terrorisme est fondamentalement et essentiellement politique. En outre, il se rapporte nécessairement au pouvoir, et vise à sa prise et à son usage en vue de l'obtention d'un changement politique. Le terrorisme, c'est donc la violence, ou, tout aussi importante, la menace de violence, utilisée et dirigée en vue ou au service d'un objectif politique* »<sup>33</sup>. Par conséquent, Bruce Hoffman affirme que « *son but est de susciter la peur, et donc d'intimider une' audience' plus large : groupe ethnique ou religieux rival, pays entier, gouvernement ou parti politique, opinion publique en général. Le terroriste a pour but de s'approprier le pouvoir quand il ne l'a pas, ou de le consolider quand il est très faible. A travers la publicité générée par la violence, les terroristes cherchent à obtenir la puissance, l'influence et le pouvoir qui leur font défaut, afin d'effectuer le changement politique, sur un plan local et international* »<sup>34</sup>.

En outre, l'idéologisation des jeunes autorise le recours aux affrontements violents afin de défendre le ou les partis. Les jeunes « *Imbonerakure* » du CNDD-FDD terrorisent la population des provinces de Kayanza, Cibitoke et de Kirundo<sup>35</sup>. Ces menaces violentes créent une psychose de retour de la guerre au sein de la population afin d'orienter les suffrages vers ce parti. Ils affirment que si le « *CNDD-FDD ne gagnent pas, ce sera le retour de la guerre* ». Car en effet l'idéologie enseignée du CNDD-FDD insiste sur le fait que l'échec serait catastrophique. Cette tactique passe par la production du terrorisme. Ce dernier s'entend ici dans le sens de la production de la menace et de la peur vis-à-vis du groupe ciblé. Les outils du terrorisme populaire sont d'abord *le sport national nocturne ou matinal*<sup>36</sup>. Ces « jeunes-adultes », munis de bâtons et de gourdins et parfois d'armes à feu et entonnant des chansons et des slogans violents reproduisant l'image des élections de 1993 (slogans porteurs de violence : zigiza « *brûlez jusqu'à devenir rouge* », zirye zose n'iziri mu magi « *mangez-les tous même ceux qui sont encore dans les œufs* »,

<sup>32</sup> HOFFMAN B., *La mécanique terroriste*, trad., Paris, Nouveaux-Horizons, 1999, p.54

<sup>33</sup> HOFFMAN B., *op.cit.*, p.17

<sup>34</sup> HOFFMAN B., *La mécanique terroriste*, *op.cit.*, p.54

<sup>35</sup> Les médias publics et privés nationaux et internationaux ainsi que les associations de lutte pour les Droits de l'homme ne cessent de citer des cas de personnes terrorisées ou assassinées pour cause politiques.

<sup>36</sup> OAG, *Burundi : face à la fébrilité pré-électorale, calmer les tensions, réussir les élections de 2010*, rapport 2010, p.63

guguna « *rongez* », etc...) et enfin les actes d'intimidations non-punis par les autorités dirigeantes. A ce titre, les activités sportives ont dégénéré en violences physiques. En commune de Muyinga, l'administrateur avec les « Imbonerakure » ont battu un des membres du FNL qui donnait un coup de main à une veuve dont la maison avait été brûlée par les membres du CNDD-FDD<sup>37</sup>. Dans la même logique, certains membres des « partis de l'opposition » ont été attaqués par des criminels « identifiés » comme des jeunes du CNDD-FDD. A ce titre, Edouard Ntawuzahihera, responsable du MJP en commune Rugombo affirme : « *je rentrais chez moi et 20 policiers étaient derrière moi. Et deux inconnus munis de machettes m'ont arrêté. Et sans rien dire, j'ai reçu deux coups de machettes sur le visage et sur le bras* »<sup>38</sup>. Ces actes d'intimidation sédimentent à la longue des frustrations qui éclateront en violence, si les conditions le permettent, un jour.

De leur côté, le FNL mobilise **la discipline et la « patience » mais finit par céder à une riposte violente**. A l'opposé des jeunes du CNDD-FDD, ceux du FNL sont très discrets car ils savent que la conjoncture politique est non seulement tendue et mais surtout leur est très défavorable. Néanmoins, ils sont des fois obligés d'organiser des ripostes afin de protéger leurs membres. Les cas concrets de ces incidents sont les affrontements rangés qui se sont passés dans les communes de Busoni et Mutimbuzi, respectivement des provinces de Kirundo et de Bujumbura rural. A Busoni, les jeunes « Imbonerakure » étaient commandés par le député Jean-Baptiste Nzigamasabo, alias Gihaha. Instrumentalisé par les dirigeants du CNDD-FDD, il a participé dans la déstabilisation de la commune Busoni. Les jeunes du FNL menacés, certains ont déménagé et d'autres ont fui vers le Rwanda. A la même période, d'autres n'osent pas dénoncer ce qui se passe de peur d'être persécutés. Ils sont terrorisés par l'assassinat des vingt personnes membres du FNL et qui ont été jetés dans la rivière Ruvubu. Enfin, toutes ces violences visent la construction d'un espace public favorable au CNDD-FDD, c'est-à-dire faciliter la victoire aux élections de cette année. Ce processus de disciplinarisation

---

<sup>37</sup> Rapport FNL 2009 sur les violences commises sur leurs membres en 2009

<sup>38</sup> IWACU, op.cit., p.12. Le même journal titrait "affrontements au royaume de Gihaha" où « depuis des mois, les Imbonerakure (jeunes du CNDD-FDD) font la pluie et le beau temps dans les provinces de Kirundo, Muyinga et Cankuzo. Ils prennent régulièrement comme cibles les membres du FNL et les empêchent de tenir leurs réunions. Ce dimanche 24 janvier, la situation a dégénéré. Le député Jean-Baptiste NZIGAMASABO, alias GIHAHE est, selon plusieurs témoignages concordants, l'instigateur de ces affrontements. La police et l'administration sont restées indifférentes » in IWACU n° 48 du 29 janvier 2010, p.3

contrôle les contestataires et leurs soutiens populaires. Et surtout il vise la conservation des positions politiques d'accumulation.

De leur côté, les dirigeants du FRODEBU ont répliqué en créant « les Intakangwa, c'est-à-dire *qui ne cèdent pas à la peur* » dans le but de « *manifester leur présence* ». Patrick Nkurunziza, leader des Intakangwa a affirmé que le but de la création de ce groupe de jeunes est de montrer au CNDD-FDD qu'ils ne sont pas les seuls à disposer de jeunes. Par cette stratégie de visibilité, le CNDD-FDD est donc appelé à changer de jeu (de système politique et de règles de jeu : promouvoir la gouvernance démocratique) sinon ces « *Intakangwa* » adopteront les mêmes logiques : « *nous les mettons en garde d'arrêter directement leurs actes terroristes. Qu'ils sachent que d'autres Burundais peuvent emprunter la même voie, et cela ne profitera à personne* »<sup>39</sup>. De son côté, le FNL réorganise la majorité de ses démobilisés et recruteurs afin de diffuser leur idéologie même s'il dit craindre une escalade de violence : « *les assassinats ciblés doivent prendre fin afin d'éviter la riposte* »<sup>40</sup>. Dans ce sens, le responsable des Intakangwa affirme que « *les Intakangwa ne songent jamais à l'usage de la force. Mais une fois attaqués, nous allons nous défendre. Qu'ils le sachent* »<sup>41</sup>. En somme, dans les deux cas, derrière la logique d'autodéfense légitime pour les contestataires, ces violences visent la conservation ou la conquête des positions politiques d'accumulation.

## II.2.2. On ne change pas la logique qui gagne

Aujourd'hui la logique soutenant le processus électoral de 2010 **semble être identique à celle de 2005**. En effet, pour le CNDD-FDD, la réutilisation de la tactique qui a gagné en 2005 relève donc de la stratégie rationnelle pure et simple : on ne change pas la tactique. Par exemple, les acteurs politiques du CNDD-FDD instrumentalisent, à des fins électoralistes, les jeunes militants réunis dans sa Ligue de jeunes « Imbonerakure ». D'où les jeunes du CNDD-FDD sont alors des instruments de diffusion de « *l'idéologie de la paix et de développement du pays* »<sup>42</sup>. Il leur a chargé la mission de construction de l'hégémonie partisane afin de gagner. Cette tactique violente s'explique par le fait que le champ politique de la législature 2005-2010 a subi des recompositions

<sup>39</sup> IWACU du 20 novembre 2009, n°28, p.3

<sup>40</sup> Idem p.12

<sup>41</sup> Ibidem

<sup>42</sup> En réalité cette étiquette officielle ne traduit pas la réalité. C'est une vérité que le développement est un fruit de la stabilité et de la paix mais la stratégie empruntée de production de la peur et de l'insécurité désert les fins escomptés.

internes défavorables au CNDD-FDD. D'abord le parti CNDD-FDD a connu une *restructuration dangereuse et fatale*<sup>43</sup>. La constitution de deux ailes, c'est-à-dire l'aile Nkurunziza et l'aile Hussein Radjabu a affaibli doublement le parti. D'un côté, c'est la période d'un recul des idéologies ethniques sur lesquelles s'était bâti le CNDD-FDD au profit d'un processus lent mais inévitable de « *désenchantement ethnique* ».

Ensuite, l'efficacité de cette tactique est due à **l'organisation interne** du parti CNDD-FDD. La Ligue des jeunes est directement dirigée par le Conseil des Sages présidé par le Président de la République<sup>44</sup>. Par voie de conséquence, ce Conseil des Sages produit les idéologies, les orientations et les décisions politiques directement exécutées par les hommes de terrain à travers ces comités de jeunes locaux. Cela montre que les jeunes « imbonerakure » sont à la fois instrumentalisés, protégés et soutenus par les hautes autorités de l'Etat et du parti. Cette idée est démontrée par les discours de banalisation de l'existence et des menaces possibles suite à la naissance de ces mouvements de jeunes. La critique formulée par Gertrude Kazoviyo, membre influente de l'OAG, est à ce titre fondée : « *le discours du Président de la République aurait été justifié si l'on se situait dans la période de l'Antiquité grecque au moment du lancement des jeux olympiques et non dans un contexte politique qui est délétère et fragile* »<sup>45</sup> et elle précise surtout que « *le chef de l'Etat aurait dû appeler son groupe politico-administratif et paramilitaire des « Imbonerakure » au respect de la loi et des libertés des autres partis* »<sup>46</sup>.

En outre, ces jeunes « Imbonerakure » sont utilisés comme **un double du service de renseignement**. Selon les dires du président de la Ligue des jeunes, Ezéchiel Nibigira, ces jeunes doivent alors surveiller les déplacements des personnes et dénoncer toute personne suspecte<sup>47</sup>. Cela a alors suscité un certain nombre de conflits locaux à consonance politique. En outre, cela pose alors la question de *la confusion des pouvoirs*. Dès lors que ces jeunes ne se retrouvent pas sur aucune hiérarchie, ils commettent des crimes sans être poursuivis d'autant qu'ils sont protégés par ces mêmes pouvoirs. En réalité, la complicité passive et

---

<sup>43</sup> La crise institutionnelle consécutive à cette lutte d'influence au sein de ce parti a abouti à l'exclusion de 22 députés proches de Hussein Radjabu. Depuis cette période, le parti CNDD-FDD ne fait que vaciller et recourir à des tactiques autoritaires.

<sup>44</sup> NSABIYUMVA E. interrogé le 08 mars à Bujumbura

<sup>45</sup> IWACU, p.4

<sup>46</sup>Emission diffusée en 2010 par la RPA. Nous pouvons aussi lire les rapports publiés par l'Observatoire de l'Action Gouvernementale intitulés, *Burundi : une gouvernance fortement marquée par le spectre des élections de 2010*, septembre, 2009 et OAG, *Burundi : face à la fébrilité pré-électorale, calmer les tensions, réussir les élections de 2010*, janvier 2010

<sup>47</sup> Emission RPA de février 2010

parfois active de certains éléments de la police permet de mettre certaines communes en « *état de siège* » : c'est le cas des communes Busoni de la province Kirundo où la symbiose entre l'Administrateur et les jeunes « imbonerakure » terrorisent la population. Dans la même logique, nous avons la commune de Kanyosha de la province de Bujumbura. Enfin ces jeunes empêchent le plus souvent les membres de l'opposition de se présenter, font régner la terreur dans ces localités, menaçant de mort les chefs de collines et de zones non acquis à leur idéologie. *La logique étant que la violence ou les menaces de violence puissent déplacer un certain nombre de voix au CNDD-FDD.* Cette opposition est d'autant plus forte qu'il existe une haine réciproque entre eux, une haine qui dure depuis 1995. Cette animosité enfuie, sédimentée radicalise en réalité les positions et les outils de cette attitude sont les jeunes de chaque partie. Partant de là, tous les acteurs politiques développent une logique de l'équilibre de la terreur, en cours par exemple dans les communes de Kinama et Kamenge.

Cette stratégie violente est motivée par **l'incertitude politique**. Le champ politique actuel n'est pas une « *totalité absolue* » mais « *plurielle* »<sup>48</sup>. Il se caractérise par d'importantes concurrences intra-partisanes et partisanes. En effet, l'entrée du FNL dans le processus de paix et le retour dans le pays a ébranlé l'assurance du CNDD-FDD. Son avenir ou plutôt le monopole de cet espace est donc incertain. D'où la mobilisation de toutes les ressources disponibles sur ce champ y compris ces jeunes. De son côté, pour casser cette suprématie politico-administrative du CNDD-FDD, le FNL mobilise le passé et se présente comme le vrai défenseur des Barundi. Pour cela, il distille toujours une idéologie de la libération hutu ayant abouti « *au dégel cognitif* » dont le CNDD-FDD est un usurpateur alors que ce dernier opprime totalement les Hutu au lieu de les libérer. Il les torture, les assassine et les appauvrit<sup>49</sup>. Or, il est juste de penser que, sous le régime CNDD-FDD, les « Hutu » sont aussi malheureux que sous les régimes dits « tutsi »<sup>50</sup>. De l'autre, cette action politique a créé une désorganisation et une méfiance au sein du parti. En conséquence, les départs furent nombreux et surtout ces départs furent à l'origine de la fondation du parti UPD-Zigamibanga proche d'Hussein Radjabu. Les effets non-désirés de cette action politique ont été entre autres la démystification de la vraie nature du régime Nkurunziza : une

---

<sup>48</sup>SINDJOUN L., *Science politique réflexive et savoirs sur les pratiques en Afrique*, Dakar, Codesria, 1999, p.9

<sup>49</sup> Discours tenus par les commissaires du FNL chargés de la propagande politique

<sup>50</sup> Discussion avec un commissaire du FNL chargé de la propagande.

« *démocratie populiste autoritaire* » n'hésitant pas à recourir aux appareils répressifs pour museler les opposants, la société civile, les intellectuels, etc. Ces réflexes autoritaires montrent à suffisance que le CNDD-FDD est prêt à mobiliser toutes les ressources afin de conserver ledit pouvoir. D'où la question devient comment défendre les intérêts de groupe à travers le positionnement politique car une circulation des élites non contrôlée par les gouvernants menace ces avantages tant économiques que symboliques.

La deuxième raison expliquant cette incertitude est que les électeurs votent toujours **en faveur de l'opposition**. Est-ce que cette tendance se renverse lorsqu'il s'agit du Burundi ? C'est pour cela que l'angoisse de perdre démoralise les dirigeants et amplifie au contraire les tensions entre acteurs. Un bref retour sur l'histoire des élections laisse apparaître que l'opposition a toujours gagné, confirme cette idée. Ainsi de 1961 à 2005, les partis politiques contestataires ont remporté les élections organisées par le pouvoir. En 1961, les Burundais ont voté pour l'indépendance, en 1993 pour la démocratie, en 2005 pour la paix. Est-ce que les élections de 2010 seront des élections pour la bonne gouvernance et la consolidation de la démocratie ? Toujours est-il que cette peur de perdre hante les dirigeants actuels et justifie alors toutes les tactiques légitimes ou illégitimes afin de garder le pouvoir d'autant qu'en Afrique, les dirigeants n'organisent pas les élections pour les perdre.

### II.3. Conserver ou conquérir les positions politiques d'accumulation

De son temps, l'auteur du Léviathan a remarqué que la violence était utilisée pour protéger les biens et l'honneur conquis lorsqu'il écrivait que « nous pouvons trouver dans la nature humaine trois causes principales de querelle : premièrement la rivalité ; deuxièmement, la méfiance ; troisièmement la fierté (...). La première de ces choses fait prendre l'offensive aux hommes en vue **de leur profit**. La seconde en vue de **leur sécurité**. La troisième en vue de **leur réputation**. Dans le premier cas, ils usent de violence pour se rendre maîtres de la personne d'autres hommes, de leurs femmes, de leurs enfants, de leurs biens. Dans le second cas pour défendre ces choses. Dans le troisième cas, pour des bagatelles, par exemple pour un mot, un sourire, une opinion qui diffère de la leur, ou quelque autre signe de mésestime (...) »<sup>51</sup>. Dans le même sens, Georges Simmel a montré que l'envie, la jalousie et la haine

---

<sup>51</sup> HOBBS Th., *Léviathan*, Paris, Sirey, 1971, p.123

peuvent être à l'origine des conflits sociaux<sup>52</sup>. Partant de ces principes, nous comprenons que les enjeux des élections sont en réalité ailleurs et surtout que tous les acteurs burundais sont prêts à tout pour les gagner: *la protection des biens matériels acquis pour les tenants du pouvoir et la conquête/conservation<sup>53</sup> de ces biens pour les contestataires.*

Nous savons que, selon Hannah Arendt, la sécurité et la violence sont dans le pouvoir<sup>54</sup>. Et les risques de l'utiliser sont proportionnels à la nature et à la qualité des intérêts défendus. En effet, ce n'est plus un secret pour personne que certains dirigeants ont accumulé des gains financiers et matériels importants. Ainsi, certains d'entre eux ont pu régulièrement ou pas s'acheter des maisons et des voitures, etc. D'autres se sont constitué des fonds bancaires consistants. Par ailleurs, la majorité d'entre eux ont commis un certain nombre d'infractions administratives lourdes qui justifieraient des poursuites judiciaires une fois les élections échouées. Bref, ils ont acquis *les signes extérieurs de l'apparence du bien-être*. Par voie de conséquence, la perte de ces postes politiques et bureaucratiques réduirait la source et les ressources liées à ce monopole au moment où ces infractions les amèneraient en prison. Ces appétits d'Etat sont alors les freins à l'organisation des élections libres et sincères. Sans obligatoirement l'exprimer à haute voix, ces élites dirigeantes hutu /tutsi doivent garder ces avantages économiques<sup>55</sup>. Cette tactique est corroborée par Jean Stoetzel qui, travaillant sur le conflit violent entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis, justifiait cette logique de façon suivante : « *un principe social essentiel dans le Sud des Etats-Unis, c'est que les Noirs sont au bas de l'échelle sociale : ils doivent y rester* »<sup>56</sup>. Empruntant les analyses de Jean Stoetzel sur les Noirs et les Blancs américains, nous pouvons dire que l'instrumentalisation de ces jeunes vise à « *maintenir le statut supérieur des dirigeants du CNDD-FDD et de leurs soutiens, surtout quant il est menacé* »<sup>57</sup> par le processus électoral. Enfin, la manipulation de la loi, les empiètements du pouvoir judiciaire, l'établissement des commissions non fonctionnelles et les menaces de mort empêchent les acteurs de l'opposition de s'organiser afin de gagner les élections. Les

---

<sup>52</sup> SIMMEL G., *Le conflit*, Circé, Selxures, 1992

<sup>53</sup> Certains opposants actuels ont accumulé eux aussi des biens mal acquis durant leur règne. Pour cela, le discours de la démocratie cache la stratégie de se protéger contre des poursuites judiciaires.

<sup>54</sup> ARENDT H., *Du mensonge à la violence*, Paris,

<sup>55</sup> Ainsi l'expression kirundi « *iteka aho ryamyeye* », c'est-à-dire « *l'honneur doit rester là où il était* »

<sup>56</sup> STOETZEL J., *La psychologie sociale*, Paris, Flammarion, 1978, p.266

<sup>57</sup> *Ibidem*. Beaucoup de personnes interrogées dans les provinces de Bubanza et Bujumbura soutenues par les déclarations des personnes victimes affirment ce

tenants du régime doivent garder leurs positions sociales supérieures et surtout les ressources pour s’y maintenir.

Corollairement à ce premier facteur, le deuxième se trouve être **l’autoprotection des dirigeants**. Le champ politique burundais est actuellement caractérisé par d’événements saturés de significations politico-affectives. Les autorités dirigeantes centrales et locales sont présumées coupables de crimes économiques et politiques : ces crimes sont devenus des affaires politico-économiques. Au niveau politique, nous avons les massacres de Muyinga, d’Ernest Manirumva, de Kinama, d’Ernest Sabiriho de Kayanza frappé à mort sur ordre du gouverneur de Kayanza, etc. Tous ces cas sont pris en charge par la Société civile qui accuse certaines autorités de l’Etat. Or, la défaite électorale signifierait le début des poursuites judiciaires contre eux. D’où ils doivent résister par tous les moyens disponibles.

Au niveau économique, cette même société civile dénonce les malversations et les détournements d’argent, l’affaire Interpetrol, la mauvaise gestion des entreprises paraétatiques et étatiques, etc. Or la majorité des dirigeants sont soupçonnés coupables. Par conséquent, la seule garantie d’autoprotection est la reconduction. D’où les jeunes sont nécessaires pour diffuser l’idéologie et la peur pour que les populations votent en leur faveur.

De leur côté, les acteurs dits d’opposition hutu/tutsi mobilisent alors une instrumentalisation politique du désordre<sup>58</sup>. En outre, ces acteurs défendent l’idée de « *meilleurs gardiens de la démocratie* » : « *les partis politiques de l’opposition sont arrivés à la conclusion que c’est la fraude électorale adossée à l’inertie constitutionnelle du pouvoir et à la répression sécuritaire qui constitue l’obstacle majeur au processus de démocratisation* »<sup>59</sup>. En réalité, s’opposer au sujet de l’organisation des élections vise à mettre en forme l’idée d’élections libres, honnêtes et transparentes afin de délégitimer le régime CNDD-FDD; l’opposition aspire alors au statut de « *meilleure interprète de la démocratie* ». Le processus de dé-légitimation en cours met sur le devant de la scène les crimes du pouvoir et non les crimes qu’ils auraient commis au moment de leur législature.

---

<sup>58</sup>CHABAL P. et DALOZ J.P., *L’Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999

<sup>59</sup> SINDJOUN L. (sous la dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire*, Dakar, Codesria, 2004, p.27

## II.4 Conserver le pouvoir par la mobilisation de la « délinquance normative »

Nous entendons par « *délinquance normative* » une logique « politique » selon laquelle le contrôle des acteurs concurrents procède par la violation de la loi et des règlements édictés par l'autorité politique habilitée. A ce titre, les cas de l'interdiction de l'ouverture des permanences des partis politiques empêchent la visibilité locale de ces derniers.

### III.4.1 Déstabiliser les acteurs les opposants

La déstabilisation des concurrents est une des tactiques mobilisées par les autorités centrales et locales. Celles-ci utilisent en effet « ces jeunes Imbonerakure ». Nous savons que le processus électoral en cours exige que chaque parti politique ouvre des permanences nationales et locales. La déstabilisation débute par une perturbation des ces activités des partis politiques visibles sur le terrain notamment le FRODEBU, le FNL-RWASA, le MSD, l'UPD-Zigamibanga, le CNDD-Nyangoma.

Cette stratégie de déstabilisation est exécutée par certaines autorités administratives et politiques (parlementaires) accompagnées par des jeunes « Imbonerakure » exerçant des pressions violentes contre certains militants et présidents des partis concurrents. C'est le cas d'Alexis Sinduhije, président du MSD séquestré à Ruyigi en date du 2 août 2009. Akich Okola, expert indépendant cité par l'OAG confirme cela : « *il y a des allégations crédibles selon lesquelles le CNDD-FDD a utilisé (utilise, ndlr) ses jeunes partisans afin de harceler et d'intimider ceux d'autres partis politiques avec la bénédiction des institutions de l'Etat, et que d'autres partis, en guise de représailles, ont l'intention d'utiliser la même tactique contre le CNDD-FDD* »<sup>60</sup>. Elles les empêchent non seulement d'ouvrir les permanences mais aussi **de hisser les couleurs des partis politiques**. A ce titre, ces jeunes ont attaqué les membres du FNL-aile Agathon Rwasa en commune urbaine de Kinama lorsque ces derniers étaient en train de peindre la permanence de Carama. Dans le même sens le parti UPD-Zigamibanga s'est vu refuser la permission d'ouverture de la permanence puis emprisonnement des membres du Bureau en commune Bukeye province Muramvya. S'agissant du même parti, le Ministère de

---

<sup>60</sup>OKOLA A., « Le Burundi a besoin d'un dialogue politique urgent », OAG, *Burundi : face à la fébrilité pré-électorale, calmer les tensions, réussir les élections de 2010*, op.cit., p.55

l'Intérieur de connivence avec le Maire de ville de Bujumbura a refusé la tenue d'une réunion en date du 24/mai/2009. Cette décision fut suivie par le déploiement de plus de 150 policiers armés et menace d'usage du gaz lacrymogène<sup>61</sup>.

La deuxième tactique est **celle d'effacer les noms et les devises écrits sur les permanences des partis politiques**. Les partis UPD-Zigamibanga et le MSD ont été victime de cette tactique respectivement en communes urbaines de Kanyosha et de Kamenge. Les habitants interrogés de ces communes affirment que ces crimes sont l'œuvre des membres du parti au pouvoir soutenus par certains éléments de la Police nationale. Cette dévalorisation haineuse de l'adversaire a atteint son paroxysme avec **le dépôt de « cinq sots remplis » d'excrément devant la permanence du MSD en zone Nyarusange de la commune Gishubi**.

La troisième tactique est *la provocation continue et impunie convertie en affrontements sanglants* (usage de tourne vis en commune urbaine de Kinama en date du 14 mars 2010). Plus les échéances s'approchent à grand pas, plus les tensions augmentent. La tactique utilisée est celle **d'occuper les places de réunion prévues par les autres partis**. Cette action est donc à l'origine de tout comportement politique anormal. A ce titre, des jeunes du FNL sont *« torturés avec des aiguilles à coudre. Pour voir quitté le parti CNDD-FDD, deux partisans du FNL de la commune Gitobe ont été piqués avec des aiguilles par des jeunes, membres du parti au pouvoir. L'administrateur communal parle de voleurs qui n'ont eu que ce qu'ils méritaient »*<sup>62</sup>. Ces provocations ont libéré un espace sociomental de la violence consolidé par *les vertiges de l'impunité*. Les coupables sont rarement arrêtés et punis ; et ceux qui sont arrêtés sont relâchés. A ce titre, ces jeunes sont amenés à récidiver. Les confrontations entrent jeunes du FNL et du CNDD-FDD à Kinama chez Joseph NTAGABO en date du 7 mars 2007. Les provocations se terminent soit sans interpellation soit avec des arrestations de coupables qui sont vite relâchés.

#### III.4.2 La dénonciation des menaces de mort et de la préparation de vol

En Afrique, les élections ne sont pas organisées pour être perdues par les dirigeants. C'est pour cela que les opposants sont toujours méfiants des organisations organisées. En réalité, cette peur est quelque part fondée

<sup>61</sup>Rapport de l'UPD-Zigamibanga : Violations des libertés orchestrées respectivement par le pouvoir et le parti CNDD-FDD, Bujumbura, 02, Septembre 2009

<sup>62</sup> Emmanuel NDAYISHIMIYE, correspondant du journal IWACU au Nord du Burundi.

dans la mesure où les élections préparées et tenues en Afrique, certaines ont été contestées. Les cas zimbabwéen et kényan sont devenus une hantise pour tout analyste intéressé du processus électoral. C'est pour cela que les partis de l'opposition mobilisent de leur côté le registre symbolique : ils dénoncent alors l'incapacité et la mauvaise volonté des dirigeants actuels à organiser des élections transparentes et justes sur la base acceptables par tous. Ils sont accusés d'être des « *joueur-arbitre* »<sup>63</sup>.

En Afrique, **le vol des élections, la violence politique et la contestation des résultats sont des outils politiques possibles**. La violence joue le rôle de sapeurs pompiers. Les élections burundaises posent problème au niveau de ces jeunes. Nous avons vu au début que les jeunes du CNDD-FDD font du sport matinal ou nocturne afin de « défendre le Burundi ». Mais contre quoi et contre qui? Certains jeunes contactés à ce sujet estiment que le CNDD-FDD compte protéger la victoire « volée » par la violence en instrumentalisant ces jeunes organisés en une association bien contrôlée. Cela suppose alors que les crimes commis aujourd'hui sont des actes d'endurcissement et de préparation à l'action finale. Cette idée est tout à fait plausible dans la mesure où les armes sont encore détenues par les populations en dépit de la campagne de désarmement initiée par le gouvernement. D'où les risques de confrontations post-électorales sont grands. Enfin les jeunes du FNL, convaincus de cette stratégie de vol et d'usage de la violence, affirment qu'ils vont s'opposer par la violence : « *nous nous sommes préparés à toute éventualité* »<sup>64</sup>.

Cette crainte est légitimée par le fait que les opérations d'enrôlement des électeurs ont été entachées de plusieurs irrégularités : dénonciation de la distribution de cartes d'identité aux seuls membres du CNDD-FDD comme en commune Rugombo, sélection d'électeurs qui obtiendront des cartes d'électeurs : ceci a produit des cas d'affrontements entre jeunes de la commune urbaine de Buyenzi, etc. Ces affrontements sont en partie justifiés par ces mauvaises pratiques visant à voler « la citoyenneté » aux Burundais : « *je voudrais bien accomplir mon droit de citoyenneté en élisant nos dirigeants. Mais, je n'ai ni la carte d'identité, ni la carte de baptême exigée par la CENI ?* »<sup>65</sup>. Enfin, le phénomène de mort sélectif inquiète les acteurs politiques et la population. Des personnes sont assassinées au vu de tout le monde mais la police n'arrive pas à arrêter les criminels. Le cas

---

<sup>63</sup>SINDJOUN L. (sous la dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire*, op.cit., p. 26

<sup>64</sup> M., interrogé en Novembre 2009

<sup>65</sup> IWACU, 29 janvier 2010, p.7

le plus frappant est celui de Sylvestre, membre de l'UPD en commune de Mpanda, assassiné à quelques mètres d'une position de police<sup>66</sup>.

**En conclusion**, les jeunes constituent, pour les hommes politiques burundais, des ressources pouvant produire de gains politiques importants. C'est grâce à ce travail d'idéologisation opéré par les différents politiques que les jeunes se convertissent en instrument de conquête et de conservation du pouvoir et des biens matériels qui y sont liés. Ensuite, ils sont considérés comme des outils de protection de l'avenir en tant qu'agents du désordre ou de l'ordre selon les acteurs soit en tant qu'instrument de contestation des résultats (pour les vaincus). Après ces éléments, nous constatons que cette mobilisation est renforcée juste après la proclamation des résultats issus des élections communales de mai 2010. Les bandits armés, les assassinats ciblés de militants et sympathisants de certains partis politiques de l'opposition, etc.

---

<sup>66</sup> Ces cas d'assassinats et de torture se sont amplifiés après les élections communales et surtout après la proclamation des résultats ayant consacré la victoire du CNDD-FDD. Aujourd'hui la chasse aux militants du FNL/Rwasa est devenue une stratégie de museler toute forme d'opposition. Elle est réalisée par ces « jeunes-adultes ».

